

EXAMEN PERIODIQUE UNIVERSEL DU BURUNDI

FIDH, 20 jan 2009 Communiqué de presse A l'issue du dialogue interactif sur la situation des droits de l'Homme au Burundi qui s'est tenu ce jour entre la délégation du Burundi et les Etats membres des Nations unies, la coalition des ONG se félicitent que nombre de leurs préoccupations aient été reprises et soutenues par les délégations ayant pris part à l'examen. Les questions portant sur la liberté de réunion et d'association, la mise en place d'une Commission nationale indépendante des droits de l'Homme, l'indépendance de la justice, les violences et discriminations basées sur le genre, les arrestations arbitraires, les conditions de détention, les actes de torture, les droits de l'enfant et la justice transitionnelle ont notamment fait l'objet de questions et de recommandations précises adressées au Gouvernement du Burundi.

PANA, 20/01/2009. Nos organisations notent avec satisfaction la disposition du gouvernement burundais   rediscuter certaines questions notamment la criminalisation de l'homosexualité considérant que à le texte du code pénal criminalisant l'homosexualité est encore à l'état de projet de loi  1, et l'adoption d'une loi sur les successions matrimoniales et les libertés ainsi que la mise en place d'une Commission indépendante des droits de l'Homme conforme aux principes de Paris  2.2. La mise en place d'une Commission indépendante a en effet été demand e au Conseil des droits de l'Homme dans sa dernière résolution sur le Burundi. Dans cette perspective, la coalition estime que la mise en place d'une telle institution ne sera recevable qu'à la seule condition de sa pleine indépendance, de son entier respect des Principes de Paris et de la mise en place d'un mécanisme de saisine directe par la société civile. La réalisation de ces conditions est d'autant plus importante que cette institution sera l'unique mécanisme d'évaluation de la situation des droits de l'Homme, et notamment du degré de mise en œuvre des engagements pris par le gouvernement lors de l'EPU.3. La coalition des ONG qui publie ce communiqué regrette de surcroit que les réponses fournies par le Gouvernement burundais n'aient pas permis de préciser de façon concrète quelles mesures seront adoptées à court et moyen terme pour remédier aux différentes violations évoquées, notamment en matière de liberté d'expression et de réunion, de viols et violences contre les femmes et les enfants, d'indépendance de la justice, de lutte contre l'impunité de justice transitionnelle.4. La coalition des ONG appelle fortement le Gouvernement burundais à accepter l'ensemble des recommandations formulées lors de l'adoption du rapport par le groupe de travail ce jeudi 4 décembre 2008 et à prendre des mesures et engagements concrets pour en assurer le suivi et la mise en œuvre. Elle appelle en outre le Gouvernement à libérer dans les plus brefs délais les Défenseurs des droits de l'Homme et opposants arrêtés arbitrairement ces derniers mois. Pour la Coalition des ONGs David NAHIMANA Président de la Ligue ITEKA